



Commune de OUISTREHAM

Réf. Secrétariat Général  
[secretariat.general@ville-ouistreham.fr](mailto:secretariat.general@ville-ouistreham.fr)Hôtel de Ville – Place A. Lemarignier  
14150 Ouistreham  
Tél.02.31.97.73.25  
[www.ouistreham-rivabella.fr](http://www.ouistreham-rivabella.fr)

21\_RP-014-2114 04884-2024 0923-AP2024 0923\_

**Décision du maire prise au titre de sa 2<sup>e</sup> délégation :**  
**tarifs des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal****TARIFS DES AUTRES SERVICES****7.2 – TARIFS DU RESTAURANT SCOLAIRE****à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2024****LE MAIRE DE OUISTREHAM,**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2122-22 et 23 ;

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, départements et régions ;

VU la délibération n°4 du Conseil Municipal en date du 26 mai 2020 accordant délégation au maire pour fixer les tarifs des droits prévus au profit de la commune ;

VU l'attribution du marché d'appel d'offres pour le service de restauration scolaire (fourniture et livraison des denrées, mise à disposition d'un chef gérant) décidée par délibération en date du 8 mars 2021 ;

VU la décision du maire n°D2022-13 en date du 18 mars 2022 qui fixe les tarifs de la restauration scolaire à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2022 ;

VU l'arrêt Conseil d'État du 2 décembre 1987 « Commune de Romainville » (req. n° 71028, Rec. p. 556), qui admet qu'une commune puisse différencier les tarifs d'un service selon que les usagers soient ou non domiciliés sur le territoire de la commune ;

VU la modification des quotients familiaux définis par la CAF pour les services d'accueil collectif des mineurs ;

**CONSIDERANT** que la restauration scolaire est un service public facultatif qui repose sur un financement budgétaire et une participation financière des usagers et que, dans ce cadre, les conditions d'accès et de tarification doivent être définies dans le respect du principe d'égalité des usagers du service public ;**CONSIDERANT** que, toutefois, ce principe n'interdit pas un traitement différent et qu'il est admis que le lieu de domiciliation puisse être considéré comme une différence de situation appréciable, justifiant une différenciation tarifaire ;**CONSIDERANT** qu'il convient de modifier le montant des participations demandées aux usagers afin de tenir compte de l'évolution des prestations et du coût du service ;**CONSIDERANT** qu'il appartient au maire de fixer et modifier les tarifs appliqués aux services communaux dans le cadre de la 2<sup>e</sup> délégation du conseil municipal ;**ARRÊTE****ARTICLE 1 :**Les tarifs du restaurant scolaire sont fixés comme suit à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2024 :

<b>RESTAURANT SCOLAIRE</b>		
<b>7.2 - Tarifs unitaires en euros, à compter du 21/09/2024</b>		
<i>(QFM = quotient familial mensuel)</i>		<b>€TTC</b>
<b>TARIF 1</b>	ELEVE QFM ≤ 650€	<b>1.00</b>
<b>TARIF 2</b>	ELEVE QFM entre 651€ et 900 €	<b>2.30</b>
<b>TARIF 3</b>	ELEVE QFM entre 901€ et 1200 €	<b>4.00</b>
<b>TARIF 4</b>	ELEVE QFM entre 1201€ et 1600 €	<b>4.60</b>
<b>TARIF 5</b>	ELEVE QFM > 1601 €	<b>4.80</b>
<b>TARIF 6</b>	DROIT DE PLATEAU (dans le cadre d'un PAI)	<b>1.00</b>
<b>TARIF 7</b>	OCCASIONNEL / PROFESSIONNEL (enseignants, personnel communal)	<b>5.00</b>
<b>TARIF 8</b>	EXTERIEUR	<b>6.00</b>

## ARTICLE 2 :

Il est précisé que :

- Le quotient familial sert de base de calcul aux prestations en tenant compte de la composition du foyer et de ses ressources, pour ce faire le QF calculé la caisse d'Allocations familiales sera retenu ;
- Les tarifs « élève » et « occasionnel » s'appliquent aux enfants domiciliés à Ouistreham et scolarisés au sein de l'école publique communale ;
- Les élèves scolarisés à Ouistreham mais domiciliés dans une commune extérieure sont facturés sur la base du tarif « extérieur », **hors les élèves inscrits en classe ULIS** ;
- La tarif « professionnel » s'appliquent aux agents de la commune et aux enseignants de l'école publique ;
- Le règlement est effectué au choix du débiteur, après établissement de la facturation mensuelle :
  - Auprès du Service de Gestion Comptable de Caen - Esplanade Jean-Marie Louvel 14027 CAEN CEDEX - en espèce, par chèque à l'ordre du Centre des Finances Publiques ou par carte bancaire ;
  - sur le site de paiement internet : <https://www.tipi.budget.gouv.fr/tpa/accueilportail.web>
  - Par prélèvement automatique, après établissement d'un accord contractuel, à la demande du débiteur (dossier à retirer en mairie).

**EN AUCUN CAS LES SERVICES DE LA MAIRIE NE POURRONT RECUEILLIR DIRECTEMENT LE REGLEMENT D'UNE FACTURE qu'il soit établi en espèce, par chèque ou carte bancaire.**

## ARTICLE 3 :

A compter du 1<sup>er</sup> septembre 2024, la présente décision abroge et remplace la décision du maire n°D2022-13 en date du 18 mars 2022.

## ARTICLE 4 :

La présente décision sera :

- Transmise pour information à au Centre de gestion comptable de Caen, Monsieur le Maire-adjoint délégué aux Finances, Madame la Maire-adjointe déléguée à l'Education et à la Jeunesse, Madame la Directrice du Pôle Culture -Education, aux Régisseurs ;
- Insérée au Registre des délibérations de la commune ;
- Certifié exécutoire du fait de
  - sa transmission en préfecture le
  - sa publication sur les sites communaux [www.ouistreham-rivabella.fr](http://www.ouistreham-rivabella.fr) et <http://ouistreham.e-legalite.com/> le

Fait à Ouistreham, le 4 juin 2024



Le Maire

Romain BAIL

**DELAI ET VOIES DE RECOURS :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de sa publication et/ou de sa notification, auprès du Tribunal Administratif compétent. Il peut faire également l'objet d'un recours gracieux auprès de son auteur. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).





Commune de OUISTREHAM

Réf. Secrétariat Général  
secretariat.general@ville-ouistreham.fr

Hôtel de Ville – Place A. Lemarignier  
14150 Ouistreham  
Tél.02.31.97.73.25 – Fax.02.31.97.73.39  
[www.ouistreham-rivabella.fr](http://www.ouistreham-rivabella.fr)

REÇU EN PREFECTURE

le 01/10/2024

Application agréée E-legalite.com

21\_RP-014-211404884-20240923-AP20240923

21\_RP-014-2114-04884-2024-0923-RP2024-0923\_ au titre de sa 2<sup>e</sup> délégation :  
tarifs des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal

## TARIFS DES ACTIVITES CULTURELLES ET SOCIOCULTURELLES

#### 4.6 – EXPOSITIONS D'EXCEPTION à compter de la saison 2024

LE MAIRE DE OUISTREHAM,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2122-22 et 23 :

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, départements et régions ;

VU la délibération n°4 du Conseil Municipal en date du 26 mai 2020 accordant délégation au maire pour fixer les tarifs et droits prévus au profit de la commune ;

VU la décision du maire n°D2021-22 en date du 1<sup>er</sup> mai 2021 portant création de la régie CULTURE-JEUNESSE-SPORTS à laquelle sont rattachées les activités du centre socioculturel de Quistreham :

VU l'arrêt Conseil d'État du 2 décembre 1987 « Commune de Romainville » (req. n° 71028, Rec. p. 556), qui admet qu'une commune puisse différencier les tarifs d'un service selon que les usagers soient ou non domiciliés sur le territoire de la commune ;

VU la programmation et le financement de l'exposition de peinture « Les Artistes de la Côte de Nacre de 1800 à nos jours », organisée par la commune de Quistreham du 6 juillet au 1er septembre 2024 ;

CONSIDERANT qu'il a été décidé de proposer à la vente des produits dérivés de l'exposition destinés à faire la promotion de la station et participer au dynamisme et au rayonnement culturel de la commune de Quistreham ;

CONSIDERANT qu'il appartient au Maire de Ouistreham de fixer ou modifier les tarifs des produits proposés à la vente au profit de la Commune, en vertu de la délégation qu'il a reçue du conseil municipal ;

## ARRÊTE

## ARTICLE 1:

Un tarif « **EXPOSITIONS D'EXCEPTION** » est mis en place dans le cadre des événements et animations culturelles de la commune, établi comme suit :

EXPOSITIONS D'EXCEPTION		
4.6 - Droits d'entrée et produits dérivés à compter du 1 <sup>er</sup> /07/2024		
		tarif
ENTREE	Tout public	Gratuité
PRODUITS DERIVES	Livret catalogue « les Petits Maîtres... »	20€
	Livret catalogue autre	10€
	Affiche	1€
	Carte postale	1€

## ARTICLE 2:

Ces tarifs s'appliquent à compter de la saison 2024, pour l'exposition organisée du 6 juillet au 1er septembre 2024 à la Grange aux Dîmes. Ils restent valables pour les expositions ultérieures et tant qu'ils ne seront pas rapportés.

La présente décision abroge et remplace toute décision antérieure qui concernerait les tarifs des expositions.

### ARTICLE 3 :

La présente décision sera :

- Transmise pour information/application au Service de gestion comptable – DDFiP - de Caen, à Monsieur le Maire-adjoint délégué aux finances, Monsieur le Maire-adjoint au Numérique, Madame la Directrice du Pôle Finances, Madame la Directrice du Pôle Culture-Education, les Régisseurs ;
- Insérée au Registre des arrêtés du Maire
- Certifiée exécutoire du fait de
  - sa transmission en préfecture le
  - sa publication sur les sites communaux [www.ouistreham-rivabella.fr](http://www.ouistreham-rivabella.fr) et <http://ouistreham.e-legalite.com/> le

Fait à Ouistreham, le 26 juin 2024



Le Maire

Romain BAIL

*DELAI ET VOIES DE RECOURS : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de sa publication et/ou de sa notification, auprès du Tribunal Administratif compétent. Il peut faire également l'objet d'un recours gracieux auprès de son auteur. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).*





Commune de OUISTREHAM

Réf. Secrétariat Général  
[secretariat.general@ville-ouistreham.fr](mailto:secretariat.general@ville-ouistreham.fr)Hôtel de Ville – Place A. Lemarignier  
14150 Ouistreham  
Tél.02.31.97.73.25  
[www.ouistreham-rivabella.fr](http://www.ouistreham-rivabella.fr)

21\_RP-014-2114-04884-20240923-AP20240923

**au titre de sa 2<sup>e</sup> délégation :**  
**tarifs des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal**  
**TARIFS DES AUTRES SERVICES**  
**7.3 – ACCUEIL COLLECTIF DES MINEURS**  
**à compter du 15 septembre 2024**

**LE MAIRE DE OUISTREHAM,**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2122-22 et 23 ;

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, départements et régions ;

VU la délibération n°4 du Conseil Municipal en date du 26 mai 2020 accordant délégation au maire pour fixer les tarifs et droits prévus au profit de la commune ;

VU la décision de reprendre en régie directe le service d'accueil collectif des mineurs sur la commune qui était assuré précédemment par l'association Anim' Jeunes, validée par délibération du conseil municipal en date du 4/12/2020 ;

VU la décision du maire n°D2021-22 en date du 1<sup>er</sup> mai 2021 portant création de la régie CULTURE-JEUNESSE-SPORTS à laquelle sont rattachées les services d'accueil des mineurs de Ouistreham ;

VU la décision du maire n°D2024-14 du 4 juin 2024 fixant les tarifs des services d'accueil collectif des mineurs ;

VU l'arrêt Conseil d'État du 2 décembre 1987 « Commune de Romainville » (req. n° 71028, Rec. p. 556), qui admet qu'une commune puisse différencier les tarifs d'un service selon que les usagers soient ou non domiciliés sur le territoire de la commune ;

VU la modification des quotients familiaux définis par la CAF pour les services d'accueil collectif des mineurs ;

CONSIDERANT que l'accueil collectif des mineurs est un service public facultatif qui repose sur un financement budgétaire et une participation financière des usagers et que, dans ce cadre, les conditions d'accès et de tarification doivent être définies dans le respect du principe d'égalité des usagers du service public ;

CONSIDERANT que, toutefois, ce principe n'interdit pas un traitement différent et qu'il est admis que le lieu de domiciliation puisse être considéré comme une différence de situation appréciable, justifiant une différenciation tarifaire ;

CONSIDERANT qu'il convient de modifier le montant des participations demandées aux usagers afin de tenir compte de l'évolution des prestations et du coût du service ;

CONSIDERANT qu'il appartient au maire de fixer et modifier les tarifs appliqués aux services communaux dans le cadre de la 2<sup>e</sup> délégation du conseil municipal ;

**ARRÊTE****ARTICLE 1:**

Les tarifs du service d'ACCUEIL COLLECTIF DES MINEURS sont fixés comme suit à compter du 15 septembre 2024 :

**SERVICE D'ACCUEIL COLLECTIF DES MINEURS  
PERISCOLAIRE ET EXTRASCOLAIRE****7.3 - Tarifs unitaire en euros à compter du 15/09/2024**

(QFM = quotient familial mensuel)		Ouistrehamais	Extérieurs
ACCUEIL PERISCOLAIRE – ENFANCE - garderie			
MATIN	QFM ≤ 650€	1.90	2.60
	QFM entre 651€ et 900 €	2.10	2.80
	QFM entre 901€ et 1200 €	2.30	3.00
	QFM entre 1201€ et 1600 €	2.40	3.20
	QFM ≤ 1601€	2.50	3.40



<b>SOIR</b>	QFM ≤ 650€	3.40	4.10
	QFM entre 651€ et 900 €	3.60	4.30
	QFM entre 901€ et 1200 €	3.80	4.50
	QFM entre 1201€ et 1600 €	3.90	4.60
	QFM ≤ 1601€	4.00	4.80
<b>ACCUEIL EXTRASCOLAIRE – ENFANCE - centre de loisirs</b>			
<b>JOURNEE</b>	QFM ≤ 650€	11.50	17.50
	QFM entre 651€ et 900 €	12.50	18.50
	QFM entre 901€ et 1200 €	14.00	19.50
	QFM entre 1201€ et 1600 €	16.50	20.50
	QFM ≤ 1601€	17.50	22.00
<b>½ JOURNEE avec repas</b>	QFM ≤ 650€	10.00	15.00
	QFM entre 651€ et 900 €	11.00	16.00
	QFM entre 901€ et 1200 €	12.50	17.00
	QFM entre 1201€ et 1600 €	14.00	18.00
	QFM ≤ 1601€	15.00	20.00
<b>½ JOURNEE sans repas</b>	QFM ≤ 650€	8.00	12.00
	QFM entre 651€ et 900 €	9.00	13.00
	QFM entre 901€ et 1200 €	10.00	14.00
	QFM entre 1201€ et 1600 €	11.00	15.00
	QFM ≤ 1601€	12.00	16.00
<b>ACCUEIL EXTRASCOLAIRE – JEUNESSE – Maison des Jeunes</b>			
<b>JOURNEE</b>	QFM ≤ 650€	7.70	11.00
	QFM entre 651€ et 900 €	8.50	12.00
	QFM entre 901€ et 1200 €	9.30	13.00
	QFM entre 1201€ et 1600 €	10.00	14.00
	QFM ≤ 1601€	11.00	15.00
<b>½ JOURNEE sans repas</b>	QFM ≤ 650€	5.70	8.50
	QFM entre 651€ et 900 €	6.20	9.50
	QFM entre 901€ et 1200 €	6.70	10.50
	QFM entre 1201€ et 1600 €	7.80	11.50
	QFM ≤ 1601€	8.50	12.50
<b>½ JOURNEE avec repas</b>	QFM ≤ 650€	6.70	10.50
	QFM entre 651€ et 900 €	7.20	11.50
	QFM entre 901€ et 1200 €	7.70	12.50
	QFM entre 1201€ et 1600 €	8.80	13.50
	QFM ≤ 1601€	9.50	14.50
<b>ACCUEIL PERISCOLAIRE – JEUNESSE – Maison des Jeunes</b>			
<b>ADHESION</b>	Forfait annuel	15.00	15.00
<b>SORTIES</b>		5.00	5.00

**ARTICLE 2 :**

Il est précisé que :

- Le quotient familial retenu est celui calculé par la caisse d'Allocations familiales qui tient compte de la composition du foyer et de ses ressources ;
- Les tarifs de l'accueil périscolaire sont forfaitaires, quelle que soit la durée du temps d'accueil dans la journée ; le tarif « soir » comprend la fourniture du goûter ;
- L'accueil extrascolaire type « centre de loisirs » est proposé aux enfants jusqu'à 11 ans le mercredi et pendant les vacances scolaires ;
- L'accueil périscolaire type « Maison des Jeunes » est proposé aux adolescents de 11 à 17 ans ; la cotisation donne accès pour l'année à la maison des jeunes et à ses équipements sur ses temps d'ouverture y compris en période scolaire ;
- L'accueil extrascolaire type « Maison des Jeunes » est proposé aux adolescents de 11 à 17 ans, pour les activités à la journée ou à la demi-journée pendant les vacances scolaires ;
- La tarif « extérieurs » s'appliquent aux mineurs qui ne sont pas domiciliés dans la commune ;
- Le règlement est effectué au choix du débiteur, après établissement de la facturation mensuelle :
  - Auprès du Service de Gestion Comptable de Caen - Esplanade Jean-Marie Louvel 14027 CAEN CEDEX - en espèce, par chèque à l'ordre du Centre des Finances Publiques ou par carte bancaire ;
  - sur le site de paiement internet : <https://www.tipi.budget.gouv.fr/tpa/accueilportail.web>

- Par prélèvement automatique, à la demande du débiteur (dossier à retirer en mairie).

**EN AUCUN CAS LES SERVICES DE LA MAIRIE NE POURRONT RECUEILLIR DIRECTEMENT LE REGLEMENT D'UNE FACTURE qu'il soit établi en espèce, par chèque ou carte bancaire.**

### **ARTICLE 3 :**

La présente décision abroge et remplace la décision n° D2024-14 du 6 juin 2024, à compter du 15 septembre 2024.

### **ARTICLE 4 :**

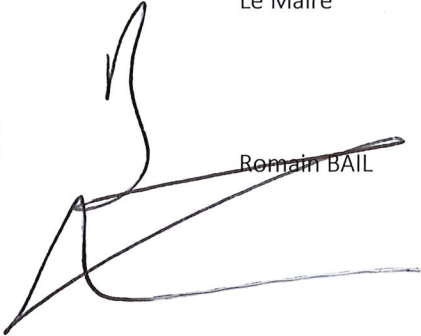
La présente décision sera :

- Transmise pour information à au Centre de gestion comptable de Caen, Monsieur le Maire-adjoint délégué aux Finances, Madame la Maire-adjointe déléguée à l'Education et à la Jeunesse, Madame la Directrice du Pôle Culture -Education, aux Régisseurs ;
- Insérée au Registre des délibérations de la commune ;
- Certifié exécutoire du fait de
  - sa transmission en préfecture le
  - sa publication sur les sites communaux [www.ouistreham-rivabella.fr](http://www.ouistreham-rivabella.fr) et <http://ouistreham.e-legalite.com/> le

Fait à Ouistreham, le 11 septembre 2024

Le Maire



  
Romain BAIL

**DELAI ET VOIES DE RECOURS :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de sa publication et/ou de sa notification, auprès du Tribunal Administratif compétent. Il peut faire également l'objet d'un recours gracieux auprès de son auteur. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Mis en ligne le 01/10/2024 à 14h51

**REÇU EN PREFECTURE**

**le 01/10/2024**

Application agréée E-legalite.com

21\_RP-014-2114 04884-20240923-AP20240923\_





## CONVENTION VALANT AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC

Mise à disposition de la parcelle AI 328,322 et 335 pour l'exploitation d'une activité équestre estivale sur la  
plage de Ouistreham Riva-Bella

Convention n°.....

Entre,

La Ville de **Ouistreham Riva-Bella**, sise place Albert Lemarignier, 14 150 Ouistreham, représentée par  
son Maire en exercice, Monsieur Romain BAIL, agissant en vertu d'une délibération du conseil  
municipal n°20200526\_04 en date du 26 mai 2020 et de l'article L2122-22 du Code Général des  
Collectivités Territoriales,

D'une part,

Et

Monsieur AISSA David, **EARL CEO David Aïssa**, immatriculée au Registre du Commerce et des  
Sociétés de Lyon sous le n°503157679, dont le siège social se situe 12 Route de Caen, 14 150  
Ouistreham

ci-après dénommé l'occupant

D'autre part,

### IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIV

## PRÉAMBULE

La ville de Ouistreham Riva-Bella autorise le titulaire de la convention à occuper le domaine public ci-après désigné, à fin d'exploitation à ses frais d'une activité équestre.

Compte tenu de l'impératif de qualité qui guide la Ville, les conditions de l'occupation liées à cette activité sont soumises à des règles strictes définies dans la présente convention, que l'occupant s'oblige à respecter. Toute violation des dispositions de la présente convention entraînera sa résiliation unilatérale dans les conditions fixées au titre 6 de la présente convention.

## Titre 1 – Dispositions relatives à la convention

La présente convention est relative à l'occupation du domaine public. En application des articles L.2122-2 et L.2122-3 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, elle est, par nature, temporaire, précaire et révocable.

### Article 1 – Objet de la convention

#### **1-1 – Principe général**

La présente convention a pour objet de déterminer les conditions d'occupation administratives, techniques et financières d'une activité équestre située Boulevard Maritime, 14 150 Ouistreham.

La ville de Ouistreham Riva-Bella demeure libre d'accorder des conventions de même type sur son territoire sans que l'occupant ne puisse demander d'indemnité.

#### **1-2- Désignation de la mise à disposition**

La ville de Ouistreham Riva-Bella autorise l'occupation du domaine public et met à disposition de l'occupant la parcelle AI 328,322 et 335 d'une superficie de 2972 m<sup>2</sup>, tel qu'il figure sur le plan ci-joint.

L'occupant assumera, sur le site, ses responsabilités d'exploitant.

#### **1-3- Modalités de la mise à disposition**

Le tènement foncier mis à disposition par la Ville est destiné à une activité équestre. Les équipements et installations à cet effet doivent être et demeurer conformes aux règlements en vigueur et normes qui les concernent.

### Article 2 – Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de 4 mois, à compter du 01 juin 2024 jusqu'au 30 septembre 2024 inclus.

## **Titre 2 – Conditions de l'exploitation de l'activité**

### **Article 3 – Horaire de l'exercice de l'activité**

L'activité devra être assurée dans le respect des dispositions du code du travail et des normes en vigueur et devra être assurée au minimum 6 jours sur 7.

### **Article 4 – Conditions générales de l'exploitation**

#### **4-1- Obligation d'occupation personnelle**

L'occupant est tenu, sous peine des sanctions prévues ci-après, d'occuper et d'exploiter personnellement et de façon continue, l'activité définie dans la présente convention, à ses frais, risques et périls.

L'occupant ne pourra céder son droit d'utilisation du site, ni le mettre à disposition, même à titre gracieux.

Il peut se faire remplacer ou assister momentanément par les personnes de son choix.

Sont interdits la sous-location, la sous-occupation (même à titre gratuit), la mise en location gérance, la cession de la convention à un tiers.

La Ville de Ouistreham Riva-Bella devra valider sans délai tout changement de la nature juridique du bénéficiaire.

#### **4-3- Conditions relatives au personnel**

Le personnel attaché à l'exploitation de l'activité commerciale est embauché directement par l'occupant exploitant et dépend exclusivement de ce dernier qui, en tant qu'employeur, assure les rémunérations, charges sociales et fiscales y afférent.

L'occupant en sa qualité d'employeur devra régler toutes les difficultés pouvant survenir entre lui et ce personnel. Il lui appartient notamment de solliciter en temps utile toutes les autorisations nécessaires et respecter l'ensemble des règles du droit du travail.

## **Titre 3 – Conditions d'occupation du site**

### **Article 5 – Conditions générales de l'occupation du site**

L'occupation de l'emplacement attribué à l'occupant est consentie aux conditions générales suivantes :

- 1- L'occupant assume, sur l'ensemble de l'emplacement, ses responsabilités d'exploitant. Il lui incombe de respecter toutes les règles juridiques, fiscales et administratives liées à son activité.
- 2- L'occupant assure l'exploitation de son établissement de manière à ce que les bonnes mœurs soient respectées.
- 3- Toute manifestation devra respecter la réglementation en vigueur et sera soumise à une autorisation préalable de la Ville de Ouistreham Riva-Bella.

### **Article 6 – Conditions de prise de possession de l'emplacement par l'occupant**

L'occupant prendra possession des lieux mis à sa disposition en l'état, sans pouvoir exiger aucune réduction de redevance, aucune réfaction, remise en état, adjonction d'équipements supplémentaires ou travaux quelconques.

Un état des lieux contradictoire devra être dressé avant la prise de possession des lieux.



## **Article 7 – Maintenance et entretien du site**

### **7-1- Entretien général du site**

Le bénéficiaire devra assurer l'entretien du site par un personnel qualifié et procéder à toutes les remises en état qui pourraient s'avérer nécessaires. Le site devra être maintenu en parfait état, en ce qui concerne la sécurité, l'esthétisme et le nettoyage.

## **Article 8 – Stockage des poubelles et évacuation des déchets**

Les poubelles et les déchets doivent être stockés hors de la vue du public.

L'évacuation des déchets, quel que soient leur nature, est à la charge exclusive de l'occupant qui devra les évacuer par ses propres moyens et à ses frais.

Les poubelles publiques ne devront en aucun cas être utilisées. Aucun dépôt au sol ne sera toléré.

## **Article 9 – Expiration de la convention**

A l'échéance de la convention, à son terme normal ou anticipé quel qu'en soit le motif, la parcelle sera restituée à la Ville en parfait état d'entretien.

Un état des lieux contradictoire interviendra au plus tard le jour où l'occupation doit prendre fin. Ce jour-là, les lieux devront être nettoyés et vidés de toute installation et de tout objet dont l'exploitant est propriétaire.

En tant que de besoin, et au vu notamment de l'état des lieux contradictoire de prise de possession et de l'état des lieux contradictoire de fin d'exploitation, la Ville et l'occupant conviendront de l'exécution, aux frais exclusifs de ce dernier, des travaux nécessaires à la remise en état de l'emplacement mis à disposition.

Le dépôt de garantie sera restitué à l'exploitant déduction faite du montant des redevances non payées et des éventuels travaux de remise en état dans un délai de deux mois après l'état des lieux.

## **Titre 4 – Dispositions financières**

### **Article 10 – Redevance d'occupation du domaine public liée à l'emplacement attribué**

#### **10-1 Calcul de la redevance**

En contrepartie de l'autorisation d'installer et d'exploiter sur le domaine public un centre équestre mentionné dans l'objet de la présente convention, et conformément aux dispositions de l'article L2125-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, le titulaire de la convention s'engage à verser à la Ville une redevance mensuelle de 1 000 €.

#### **10-2 Retrait anticipé de l'autorisation**

En cas de retrait de l'autorisation d'occupation du domaine public avant le terme prévu à l'article 2 de la présente convention, pour un motif autre que l'inexécution des clauses et conditions prévues par cette dernière, la partie de la redevance versée d'avance et correspondant à la période restant à courir à la date du retrait est restituée au titulaire de l'autorisation d'occupation, conformément à l'article L.2125-6 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, (sans préjudice, d'un éventuel retrait pour faute de l'autorisation).

### **10-3 Impôts et Taxes**

L'occupant est tenu de payer tous les impôts et taxes afférentes à son activité.

### **Article 11 – Dépôt de garantie**

L'exécution régulière par l'occupant des obligations résultant de l'exploitation de l'emplacement mis à sa disposition est garantie pendant toute la durée de la convention par un dépôt de garantie, d'un montant de 500 €.

L'occupant doit fournir la preuve de cette consignation (attestation bancaire) ou déposer un chèque bancaire auprès de la Direction Finances de la Ville de Ouistreham Riva-Bella, dans un délai de 15 jours après la signature de la présente convention.

Le dépôt de garantie reste à la disposition de la Ville pendant toute la durée de la validité de la convention. La Ville pourra utiliser cette somme, aussi bien pendant la durée d'exécution de la convention qu'à l'expiration, normale ou anticipée, de cette dernière, afin de financer les travaux que la Ville serait amenée à exécuter en substitution de l'occupant dans l'intérêt du domaine public.

En cas d'utilisation du dépôt de garantie en cours d'exécution de la convention, un dépôt complémentaire devra être constitué dans un délai de 15 jours de la mise en demeure de la Ville, à peine de résiliation de la convention, de manière à ce que le montant initial de la garantie, défini ci-dessus, soit intégralement reconstitué.

Le dépôt de garantie est restitué à l'occupant à l'expiration, normale ou anticipée, de la présente convention sous réserve de la libération effective des lieux et de la parfaite remise en état de l'emplacement déduction faite :

- Des sommes nécessaires au financement des travaux de remise en état que la Ville serait amenée à réaliser en substitution de l'occupant
- Du prélèvement des sommes de toutes natures dues à la Ville et non versée par l'occupant à la date d'expiration, normale ou anticipée, de la validité de la présente convention

### **Article 12 – Abonnements**

L'occupant fait son affaire de la souscription des abonnements aux différents réseaux (notamment électricité et eau) nécessaires à son activité et supporte seul le coût des consommations correspondantes.

## **Titre 5 – Dispositions relatives aux assurances**

### **Article 13 – Obligation d'assurance de l'occupant**

#### **13-1 Contenu minimal imposé par la police d'assurance de l'occupant**

L'occupant s'engage à assurer auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable de son choix et à communiquer pour la période consentie, une attestation justifiant cette assurance :

1. Sa responsabilité pour sa boutique, ses propres biens agencements, mobilier, matériel, marchandises et tous ceux dont il serait détenteur pour l'ensemble des risques qu'il peut encourir du fait de son activité, notamment les risques : INCENDIE, EXPLOSIONS, DOMMAGES ELECTRIQUES, DEGATS DES EAUX, VOL, BRIS DE GLACE, VANDALISME
2. Sa responsabilité civile, pour les dommages de toute nature occasionnés aux tiers, du fait de son activité, de son matériel, de ses installations électriques ou de son personnel.

3. L'occupant s'engage à fournir avant le début de la mise à disposition une attestation d'assurance reprenant les éléments indiqués ci-avant.
4. L'occupant devra déclarer au plus tard sous 48h00 après sa constatation, l'assureur d'une part, la Ville d'autre part, tout sinistre quelle qu'en soit l'importance, même s'il n'en résulte aucun dégât apparent.
5. De même, il devra porter à la connaissance de son assureur et de la Ville, à la signature de la convention ou en cours de convention

### **13-2 Effectivité de la police d'assurance de l'occupant**

L'occupant est tenu de communiquer à la Ville, dans le délai d'un mois suivant la signature des présentes, une copie de la police d'assurances sous peine des sanctions prévues ci-après.

Pendant toute la durée d'exécution de la présente convention, l'occupant est tenu de justifier, à la première réquisition de la Ville, de l'effectivité de sa couverture d'assurance au moins dans les clauses imposées par ses dernières sous peine des sanctions prévues ci-après.

### **Article 14 – Responsabilité de l'occupant**

L'occupant est seul responsable des accidents et dommages pouvant être causés aux personnes ou aux choses du fait de son occupation et de son exploitation.

L'occupant reste entièrement responsable, notamment au regard de l'application de la présente convention, des actes et infractions commis par ses préposés dans le cours de l'occupation.

### **Article 15 – Renonciation à recours**

Sans préjudice de ses droits envers quiconque, l'occupant renonce à tout recours contre la Ville et ses assureurs pour tous les dommages matériels et immatériels qui pourraient être occasionnés aux biens lui appartenant, à raison :

- De toutes déficiences et d'arrêt momentané du fonctionnement des équipements collectifs
- Des vols et dégâts immobiliers qui en seraient la conséquence
- De toutes conséquences d'une émeute, d'un attentat, avec ou sans explosif, de la force majeure, du cas fortuit, de faits de grève et en général de tous faits imprévisibles,
- De tous dommages subis ou causés par les équipements et installations dont il a la charge, ou même simplement la garde ou l'usage (notamment les installations de fluide de toute nature même établies par la Ville de Ouistreham Riva-Bella).
- En cas d'incendie total ou partiel, il ne pourra exiger aucune indemnité pour privation de jouissance

### **Article 16 – Assurance de la Ville**

La Ville assurera l'emplacement, objet de la présente convention et renoncera à tous recours, ainsi que ses assureurs, contre l'occupant et ses propres assureurs.



## **Titre 6 – Dispositions relatives aux motifs de résiliation**

### **Article 17 – Principe général**

Toutes les clauses stipulées dans la présente convention, sans exception, sont de rigueur et dans le cas où il y serait dérogé, le silence de la Ville de Ouistreham Riva-Bella ne sera jamais considéré comme une adhésion de sa part.

### **Article 18 – Résiliation de la convention**

#### **18.1- Résiliation après mise en demeure restée vaine**

En cas de manquements graves ou prolongés aux obligations qui incombent à l'occupant en exécution des lois et règlements en vigueur, la présente convention est unilatéralement résiliée par la Ville si l'occupant n'a pas déféré, dans le délai imparti, à la mise en demeure de la Ville.

Le non-respect par l'occupant des obligations nées de la présente convention entraînera la résiliation unilatérale de celle-ci après une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse à l'expiration d'un délai d'un mois.

Dans tous les cas visés dans le présent paragraphe, la résiliation est prononcée par la Ville par lettre recommandée avec accusé de réception, sans aucune autre formalité ni indemnité et sans préjudice des sommes qui pourraient lui rester dues.

#### **18-2- Résiliation de plein droit**

Dans les cas suivants, la Ville de Ouistreham Riva-Bella peut résilier de plein droit et sans indemnité la présente convention, dans le délai d'un mois suivant la présentation d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception :

- Non-paiement de la redevance
- Cessation de l'exploitation de l'activité commerciale par l'occupant, pour quelque raison que ce soit durant 3 mois consécutifs
- Non communication à la Ville des documents indiqués ci-dessous :
  - Copie de la police d'assurances présentant les clauses imposées par la Ville
  - Attestation de constitution du cautionnement prévu par la présente convention
  - Attestation de l'effectivité de la couverture d'assurance pendant la durée d'exécution de la présente convention
  - Sous-location totale ou partielle de l'activité, mise en gérance ou tout acte entraînant une situation de fait portant atteinte à l'utilisation personnelle du droit d'occuper le domaine public
  - Dissolution de la société

#### **18-3 – Résiliation pour un motif d'intérêt général**

La Ville peut résilier de plein droit la convention pour tout motif d'intérêt général sous respect d'un préavis d'un mois, sauf urgence avérée.

## Titre 7 – Dispositions finales

### Article 19 – Compétence de juridiction

En cas de litige, la juridiction compétente est le Tribunal Administratif de CAEN.

### Article 20 – Élection de domicile

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile

- Pour la Ville de Ouistreham Riva-Bella, en l'Hôtel de Ville, Place Albert Lemarignier, 14 150 Ouistreham Riva-Bella
- Pour l'occupant, à son siège social

FAIT A OUISTREHAM RIVA-BELLA EN EXEMPLAIRE UNIQUE ORIGINAL,

LE 01<sup>ER</sup> JUIN 2024

Pour l'occupant	Pour la Ville de Ouistreham Riva-Bella
David Aïssa	Le Maire, Romain BAIL
